

Mesdames, Messieurs,
Association CRAS
39 rue Gamelin
F-31100 TOULOUSE
France

dépôt le 23/06/21
radio zinzine info
04300 Limans

FORCALQUIER

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE



L'IRE des chânaies

N°866 - 23 juin 2021

Non à la mascarade du bac Blanquer

Depuis son entrée en fonction, M. le ministre de l'Éducation nationale entend réformer le baccalauréat, un examen depuis longtemps dégradé, mais dont il demeurerait une façade.

Avec ce vestige du temps jadis: la composition inaugurale de philosophie. Place désormais à l'évaluation en contrôle continu. Concession magnanime, la philosophie demeure en fin d'année, ainsi qu'une épreuve de grand oral, déjà considérée par plusieurs enseignants réfractaires comme un pur numéro de spectacle. Une façon pour l'élève de mettre une première fois en scène son *employabilité*.

La pandémie de Covid-19 a mis à mal l'organisation du bac. Elle a surtout révélé la logique de cette réforme: se passer des enseignants, présents devant les élèves. Détruire la relation pédagogique pour lui substituer des procédures neutres d'évaluation. À la façon d'une machine. Les propos du ministre lors des Assises de l'Intelligence Artificielle pour l'école, tenues en décembre 2018, appelant à assister toujours plus le travail de correction des enseignants par les calculateurs artificiels, étaient limpides. M. Blanquer ne fait sans doute que poursuivre une transformation entrepreneuriale de l'école bien entamée avant lui. Mais il s'y livre avec zèle. Les *startupper*s et financiers de la «EdTech», promoteurs de la digitalisation de l'école, furent tout heureux d'apprendre que dans le monde «difficile à comprendre», «opaque» et «peu facilitant» de l'Éducation nationale, il restait des «portes d'entrée» (le ministre lui-même) permettant d'établir des «règles du jeu qui fassent levier pour [leur] action» (voir sur le site du ministère, le «lancement du fonds educapital avec Jean-Michel Blanquer et Mounir Mahjoubi »).

Trois ans après, avec ce bac de philosophie 2021, nous y sommes. Le jeu se dérègle. L'institution est démantelée, méthodiquement. Disparités entre établissements dans la gestion de la situation sanitaire, entre des classes réduites de moitié et d'autres ayant travaillé en effectif complet; choix de la meilleure des notes entre celle du contrôle continu et celle de l'épreuve, autre manière de lui ôter son sens, sauf dans quelques cas exceptionnels; convocations envoyées au compte-goutte, en avance ou à retardement, étourdissant les directions d'établissements dans un tourbillon «disruptif». Quant à la correction des copies, elle a été imposée sous forme «dématérialisée», autrement dit, numérique. L'assistant pédagogique de la machine, dont on n'imagine quand même pas qu'il ait son mot à dire, corrigera à la chaîne grâce au menu déroulant d'annotations pré-enregistrées. Tel un robot, ce mot dérivé du tchèque «robot», qui signifie travail servile. Mais fi de ces considérations intempestives. Les professeurs de philosophie en terminale ne sont pas là pour penser, ni pour pratiquer des évaluations comparatives de copies comme le requiert un *examen* (et non un concours). Pendant ce temps, un logiciel moucharde comptabilise le temps passé sur une copie, la régularité du travail, de sorte que des algorithmes façonnent un «retour d'expérience» auprès du ministre.

Fascinés (ou feignant de l'être) par l'outil technique, le ministère et l'inspection générale oublient d'interroger la contrainte technologique. Ils ne la voient pas davantage que l'éléphant dans le magasin de porcelaine. Et puis, cela se fait ailleurs: BTS, épreuves de français, Capes et agrégation. N'est-ce pas l'indice de l'innocuité du dispositif?

Nous, professeurs de philosophie, n'admettons pas que l'on refuse ainsi de penser. La dématérialisation des corrections, indice de l'ignorance des spécificités de notre métier, est un symptôme: elle renvoie à une dérive sociale, culturelle et écologique profonde, qui étend la contrainte à tous les niveaux de la société. Qui l'enserme dans la toile des algorithmes. Telle est déjà la logique coercitive de Parcoursup, qui a transformé en quelques années nos élèves en entrepreneurs de leur scolarité.

Archaïques, sans doute, nous voudrions enseigner à nos élèves par le dialogue, dans un rapport vivant. Non pas évaluer machinalement les performances de gestionnaires en herbe. Par conséquent, nous nous abstenons de participer à la mascarade de cette édition du bac. Nous appelons de surcroît les collègues de toutes les disciplines et de

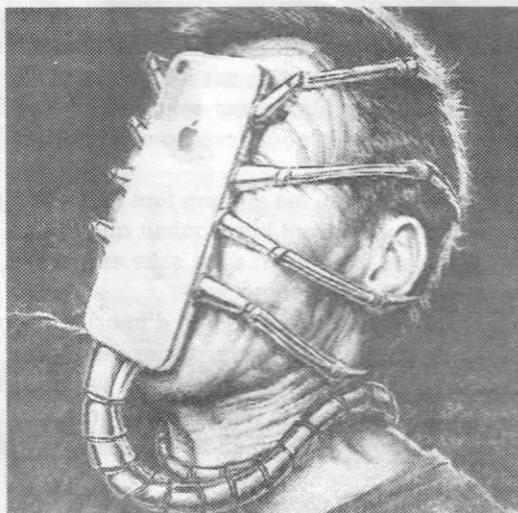
tous les niveaux à réfléchir en question la réforme Blanquer et la logique accablante de Parcoursup.

Communiqué de professeurs de philosophie contre la numérisation des copies du baccalauréat.

[Signé par de nombreux professeurs de philosophie]

Contact: Renaud Garcia,

12 rue Albert Chabanon, 13006 Marseille



Virus, politique et révolution (suite)

J'avais réagi dans l'Ire au texte «*Lettre à propos de Rein-foCovid*» (n°861 du 19 mai) ainsi qu'au texte «*Au procès des complotistes, nous ne soutiendrons pas les procureurs*» auquel il répondait. Je voudrais ajouter ici quelques éléments par rapport à l'analyse du complotisme qui est globalement partagée par les deux textes, à commencer par cette affirmation incontournable selon laquelle les classes dominantes ont toujours comploté.

J'ajouterais à cette affirmation que si le capital (selon sa loi de reproduction et de prédation infinie, sur laquelle aucun capitaliste n'a prise) agit telle une force aveugle dans l'histoire, il ne peut toutefois se déployer et se maintenir sans les êtres concrets agissant, d'une part de la classe dominante qui en tire ses privilèges et le personnifie (et organise à tous niveaux sa perpétuation, politiquement, socialement, militairement) et des exploités qui le reproduisent dans leur servitude d'autre part.

Je suis d'avis avec la «*Lettre*» que c'est plutôt du côté de la révolution qu'il a manqué de conspiration et, ajouterait Nestor Makhno: non pas verticalement de la part d'états-majors spécialisés et séparés (modèle léniniste) mais de la part du mouvement lui-même. Je partage également l'analyse sur la vigueur de l'anticomplotisme d'État comme brouillard idéologique, arme de disqualification de la critique, arme de division, de confusion. À ce titre, on peut postuler que le capital et ses détenteurs ainsi que l'ensemble des gouvernements ont tout intérêt à voir fleurir les théories les plus farfelues sur leur propre nature et leur propre action – comme on enfume une ruche pour y intervenir sans risque – tout comme de favoriser un front anti-complotiste constituant autour de l'ordre établi un opportun bouclier démocratique et citoyen (campagnes étatiques contre le complotisme, *factchecking* de la presse *mainstream*, sites tels que *Conspiracy Watch*, et ce que j'appellerais le flicage autogéré des discussions).

Toute critique de quelque aspect que ce soit de cette société qui évacue le capitalisme comme rapport social totalisant et comme société de classes s'enferme dans une critique morale ou abstraite et favorise la défense des as-

pects du capitalisme ne laissés hors champ. C'est ce qui est biaisé dans la joute mise en scène entre le complotisme et son frère ennemi. Les anathèmes réciproques de manipulation occultent en fin de compte que le mensonge et la conspiration sont consubstantiels au capitalisme et à l'État: mensonge sur une supposée communauté d'intérêt avec la classe dominante, mensonge sur la capacité de ce mode de production de satisfaire aux besoins de l'humanité et enfin mensonge sur sa capacité à pallier ses nuisances et sa propre catastrophe. Ces mensonges sont résolument partagés par toutes les fractions de l'échiquier politique (fut-ce sous couvert d'«anticapitalisme») car c'est là leur horizon indépassable.

Dans la guerre de classe assumée par un Warren Buffet (sur CNN en 2005), la classe qui détient la puissance sociale accumulée est évidemment à même d'agir tout en floutant et manipulant la perception qu'on aura de son action, en vue de préserver à la fois son image, son récit et ses intérêts. La critique radicale doit ainsi s'en prendre à l'illusion libérale d'une société ouverte, mue par une sorte de communauté de vue où tout serait tôt ou tard su, débattu, dans un jeu de pouvoir et contre-pouvoir agissant en relative transparence.

Définir le complotisme par ces cibles habituelles est une erreur, puisqu'il peut viser formellement des responsables effectifs et des nuisances bien réelles de la société marchande (le nier en rend la critique impossible). Ce qui le distingue n'est pas non plus seulement une méthode ou une forme de récit à potentialité virale mais une vision tout à la fois de la société, des forces qui s'y déploient et de nos perspectives d'émancipation. A la supposée capacité du capitalisme à résoudre sa propre impasse mortifère et aux supposées intentions humanistes de ses personnalités en vue, le complotisme oppose non pas une analyse des ressorts réels du capitalisme, de la lutte des classes qui s'y joue et du froid calcul marchand, mais postule derrière la trame des événements les effets d'une intentionnalité malveillante, omnisciente et surpuissante.

Toute idéologie détourne toujours l'attention du cœur de la société qui la produit et le couple complotisme/anticomplotisme n'échappe pas à la règle. Que ce soit sur une échelle locale, nationale ou mondiale, il en résulte de part et d'autre une construction tautologique, auto-référencée et par principe irréfutable. Ce qui a été abondamment dit et écrit sur le mode de production et de consommation actuels du complotisme, sur la «bulle de filtre» propre à l'internet, peut dans une large mesure s'appliquer aussi au discours *mainstream*. Chacun sa bulle et les moutons seront bien gardés. Par ailleurs, ne perdons pas de vue que l'histoire des théories complotistes regorge de périodes fastes (1890 et 1950 aux États-Unis, par exemple) qui selon bien des chercheurs n'ont rien à envier à la nôtre.

En termes enfin de passage à l'action induite par les théories complotistes, on sait que l'histoire et l'actualité regorgent de violence (raciste, sexiste...) attisée entre exploités contre des groupes spécifiques en leur sein, tenus pour responsable du malheur général. Quant aux courants complotistes «anti-système» qui visent spectaculairement des figures et des nœuds de pouvoir et de puissance dans cette société, comme le pouvoir de l'argent (certes pouvoir par excellence dans la société marchande) ou encore leurs dérivés politiques ou idéologiques, on ne s'étonnera guère qu'ils n'offrent que des succédanés en termes de perspectives pseudo-libératrices vis-à-vis de ces puissances, à savoir: l'amok ou le troupeau.

Chaque fois que cette société crée du sujet massifié – et

succès des politiques basés sur des plates-formes internet (comme le M5S en Italie) ne fait que le confirmer – la mise en action de ce sujet doit rester spectaculaire et aliénée, ne jamais se constituer en sujet réel de son destin, ce dont la politique a justement toujours été la négation 1. Dans ce surplace circulaire triomphe l'illusion d'être redevenu sujet et c'est sur cette base que le complotisme vend un ticket de participation à la révélation de la face cachée du monde. Le succès international de la fumisterie Qanon, au départ d'un jeu en ligne, doit ainsi beaucoup à ce modèle «participatif». Il en résulte aussi une conception aliénée et religieuse de notre émancipation, plus recyclée que vraiment neuve: communauté martyrisée soudée par le partage de la révélation, entrée dans la lumière, rédemption par la foi dans l'irréfutable... ou comment incarner une autre forme de mouton du système qu'on pensait ne plus servir.

La plupart des tribuns du complotisme s'en tiennent à des généralités sur la désobéissance civile, sur la défense très libérale de «nos libertés (nos chères libertés du monde d'avant...)» contre la dictature». Ils considèrent que toute révolte violente est soit orchestrée, soit manipulable par le pouvoir en place. L'envahissement du Capitole en janvier 2021 à l'appel de Donald Trump en fin de mandat présidentiel est en ce sens à la fois exceptionnel et totalement intégré au spectacle, directement dépeint par ses adversaires comme une «insurrection» contre des institutions à défendre de la barbarie de la foule, avant d'être désavoué par Trump lui-même.

En une subtile pirouette, s'en prendre à l'Etat qui est face à soi, aux gouvernements et à leurs polices nous rendrait complice de l'affaiblissement programmé des États-nations en vue de l'établissement du gouvernement mondial que préfigurerait d'ores et déjà le Bilderberg, l'ONU, l'OMS et consorts. On voit ainsi des conspirationnistes, souverainistes, s'inventer un mouvement des Gilets jaunes pacifiste, arguant que la violence n'a pu y être le fait que de flics infiltrés, et des verbeux de service (tel qu'évoqué précédemment) nous appeler à nous réconcilier avec militaires et forces de l'ordre. Or si la fraternisation avec les troupes a été et sera toujours primordiale dans le processus insurrectionnel, cela se produit dans une dynamique de lutte qui sait aussi s'armer, et non à partir d'idéologies de pacification sociale, de concorde républicaine et de réconciliation nationale.

Bien cordialement, et au plaisir d'en discuter,

EsGibt (de Bruxelles)

1. Voir Mirasol, *Soulèvement - Premier bilan d'une vague mondiale*, éd. Acratie, 2020.

Reprendre la terre aux machines

Loin de se limiter aux seules métropoles, le déferlement *high-tech* s'abat aussi sur les campagnes et les activités agricoles, transformant peu à peu les anciens paysans en simples opérateurs de machines. Pour contrer ce mouvement de fond, une coopérative d'autoconstruction de machines agricoles s'est montée il y a une dizaine d'années en Isère: L'Atelier paysan installé à Renage, à 30 km de Grenoble. [Extraits d'une] Discussion avec un de ses membres.

fréquences FM: Forcalquier/Pertuis 100.7
Apt 92.7 -Manosque 105-Digne 95.6-Sisteron 103-
Briançon 101.4-Embrun 100.9-Gap 106.3-Aix en
Provence 88.1-Marseille et alentours, sur poste DAB+
Zinzine-site ueb: <www.radiozinzine.org>

Le Postillon: Pourquoi mettez-vous autant d'énergie pour impulser une réflexion critique sur les technologies dans le monde paysan?

Fabrice Clerc: Dans le monde agricole, l'utilisation des technologies n'est pas pensée de manière collective, contrairement par exemple au foncier, aux semences, à la distribution, qui sont perçus comme des enjeux politiques, liés à l'ensemble du modèle agricole. La technologie est encore souvent perçue comme neutre et relevant d'un choix individuel. Et pourtant l'enjeu est colossal: on assiste peut-être à la dernière phase de disparition des paysans et paysannes, qui seront concrètement remplacés dans les champs par des robots et des drones. En ce moment, il y a huit fermes expérimentales en France qui tournent sans humain sur place. Et les subventions sont énormes: 10 milliards d'euros investis en France de 2015 à 2025 sur la robotique, la biotechnologie et le numérique agricoles. Il existe des formations pour apprendre à utiliser un drone sur son exploitation qui sont subventionnées à hauteur de 72 de l'heure stagiaire, c'est trois fois plus que ce que nous on reçoit.

Ce déferlement technologique est à replacer dans le paradigme de l'agriculture de compétition inscrite dans un marché mondial. C'est tout un modèle qui nous mène vers la disparition de la paysannerie. Aujourd'hui il y a environ 400.000 paysans et paysannes en France, ça fait 1% de la population active. Dans la dynamique actuelle, avec les vagues de départ à la retraite, il n'y en aura plus que 250.000 dans dix ans si rien ne se passe. Avec aussi peu de monde qui s'occupe de nourrir l'ensemble de la population, c'est sûr qu'on ne pourra pas se passer de la robotique ni des pesticides.

Le Postillon: Quel genre de transformation du modèle agricole et alimentaire voulez-vous mettre en œuvre?

Fabrice Clerc: Nous voulons enclencher l'installation de millions de paysans et paysannes afin de faire advenir d'ici quelques décennies une société paysanne: que la production de nourriture devienne un fait social majeur, que 5 à 10 % de la population ait pour activité de produire de la nourriture.

Et si on veut que cette société paysanne advienne; que les paysans et paysannes aient des conditions de vie et de travail dignes; si on veut se débarrasser de la chimie, faire un travail des sols respectueux, alors il va falloir se confronter à la question du prix de la nourriture. On ne peut pas faire tout ça et continuer à vendre des produits au même prix que l'industriel. Il faut sortir de ce que produit le capitalisme en agriculture, c'est-à-dire un effondrement

volontaire du prix de l'alimentation. Mais ce serait d'une grande violence de se contenter de dire: «on veut monter le prix de nos produits» alors qu'une partie de la population a déjà beaucoup de mal à se nourrir.

Nous voulons donc participer à l'émergence d'un mouvement social sur l'alimentation afin de revendiquer collectivement cette hausse des prix alimentaires. Pour aller dans ce sens, nous avons rejoint le collectif national qui réfléchit au

concept de Sécurité sociale de l'alimentation. Le but est que les prix soient ceux du coût de la production alimentaire, mais aussi que tout le monde puisse se nourrir correctement. Si on ne parvient pas à en faire un combat politique, on est condamnés à bien nourrir les bourgeois et à avoir besoin de l'industrie pour nourrir les pauvres.

Le Postillon: Qu'est-ce que vous mettez en place concrètement pour initier la réalisation de ce projet politique?

Fabrice Clerc: Notre stratégie c'est l'essaimage par la formation. Plutôt que de renforcer la centralité de la coopérative, on va faire émerger dans les années à venir une formation de colportage en technologie paysanne pour que de plus en plus de gens portent cette approche des technologies paysannes dans tous les territoires. Nous avons également créé un poste «mobilisation citoyenne et formation politique», ainsi qu'un poste d'animation scientifique dans le but de mettre à disposition du monde paysan des moyens pour produire un discours critique sur le rôle et les conséquences des technologies agricoles telles qu'elles ont été imposées en France depuis cinquante ans. Pour partager nos réflexions, nous avons publié un essai politique: *Reprendre la terre aux machines*, dans lequel on refait de la technologie un élément central et structurant de la logique de modernisation agricole et on replace la question des technologies paysannes dans un enjeu plus vaste, celui de la socialisation de l'alimentation.

Extraits d'une interview publiée dans *Le Postillon, journal de Grenoble et sa cuvette* n°60, printemps 2021 (texte complet disponible sur demande).

L'Atelier Paysan, *Reprendre la terre aux machines, Manifeste pour une autonomie paysanne et alimentaire*, éd. Seuil, coll. Anthropocène, mai 2021.



Radio Zinzine Info
F - 04300 Limans
Tél.: 09 74 53 46 19
e-mail: info@radiozinzine.org
site: www.radiozinzine.org

**Publication hebdomadaire
Com. Paritaire N°0224G87780
ISSN: 1248-2951**

Directeur de Publication:
Jean Duflot
Edité et imprimé par l'
Association Radio Zinzine
Déclaration au Parquet: 9 mai 1994

**Abonnement:
22 € pour 6 mois
42 € pour 1 an
abonnement de soutien 50€**
Chèque à l'ordre de Radio Zinzine

Une sombre histoire de drapeau

En sortie de confinement, une poignée d'énergumènes n'a pas trouvé meilleure idée que de se rendre dans le massif de la Sainte-Baume avec pour objectif d'y planter triomphalement un drapeau français tristement balaféré d'un portrait du polémiste Éric Zemmour. Emplis d'une fierté crasse et caricaturalement habités du besoin moderne de «partage sur les réseaux», ils sont même allés jusqu'à filmer leur semblant d'épopée pseudo-chevaleresque au goût âcre pour la diffuser sur YouTube.

Dans cette courte vidéo, les auteurs font une référence au III^e Reich, en précisant leur souhait que le drapeau reste 1000 ans. Inscrivant ainsi sans ambiguïté leur action dans la rhétorique nazie.

Dans un ridicule élan de reconquête d'une Terre Promise, leur vaine tentative de s'appropriier (au moins symboliquement) des espaces naturels ne saurait dissimuler leur réelle motivation: Imposer leur (di)vision du monde. L'idéologie nauséabonde véhiculée faisant la promotion d'une prétendue pureté de race n'a tout bonnement rien à voir avec la pureté de la Nature. Instrumentaliser les espaces naturels, se servir de la Nature comme faire-valoir, dissimuler ses affreux oripeaux derrière des paysages naturels magnifiques sont autant de procédés que nous tenons à dénoncer. Les espaces naturels communs n'ont tout simplement pas à être accaparés. Que ce soit par des entreprises privées ou par des groupuscules d'individus aux ambitions dont on peut raisonnablement douter de la bienveillance. Les espaces naturels ne sauraient être la propriété d'aucune idéologie politique.

Pour qui, au juste, se prennent ces personnes pour se permettre de prendre la Nature en otage de leur revendication?

Non messieurs, la liberté ne consiste pas à imposer sa (di)vision du monde aux yeux des autres, non l'égalité n'est pas synonyme d'affaiblissement, non la fraternité ne s'arrête pas aux frontières de notre pays.

Chez ADENA, c'est avec une grande tristesse et un profond désarroi que nous déplorons que pareils agissements puissent avoir cours dans notre innocent massif de la Sainte-Baume.

Nous tenions à ne pas rester muets à ce sujet, c'est toujours avec vigueur que nous continuerons de nous indigner collectivement de ce genre de provocations stériles allant à l'encontre de nos valeurs et de ce qui fait de nous des êtres humains: Le partage, l'entraide et la solidarité.

Alexandre B.

L'ADENA est une association de préservation et de sensibilisation à la nature, experte en zones humides littorales méditerranéennes. A la croisée du Bassin de Thau et de la Vallée de l'Hérault, elle est située sur la commune d'Agde, en Région Occitanie. Adresse: maison du Bagnas, Domaine du grand Clavelet, Route de Sète, 34300 Agde. <<https://www.adena-bagnas.fr/>>

